01B 1950

A 1060

2 JAN. 2004

Copie certifiée conforme
Le Président Directeur Général

ABCD INTERNATIONAL

Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 202.800 euros
Siège social : 4-6 rue des Carriers

ZAC du Centre Ville – Secteur du Moulin - 91350 GRIGNY

RCS EVRY B 391 778 883

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 02 JANVIER 2004

L'an deux mille quatre, et le deux janvier, à onze heures, le Conseil d'administration s'est réuni, au siège social de la société situé 4-6, rue des Carriers – ZAC du Centre Ville – Secteur du Moulin à GRIGNY (91350), sur convocation de son Président.

Sont présents et ont émargé le registre de présence :

Madame Annie MAMANE,

Monsieur Gilles BELLAICHE,

Monsieur Daniel MAMANE,

Monsieur Samuel MAMANE.

Le secrétariat de la séance est assuré par Monsieur Daniel MAMANE.

Sont représentés :

Monsieur René SAAL, administrateur par Madame Annie MAMANE,

Madame Claude SAAL, administrateur par Madame Annie MAMANE.

Madame Nicole COHEN, Commissaire aux Comptes, régulièrement convoquée, est absente et excusée.

En conséquence, Madame Annie MAMANE, Président du Conseil d'administration constate que les administrateurs présents réunissent la moitié au moins des membres en fonction et que le Conseil peut valablement délibérer.

Puis, le Président rappelle que le Conseil est appelé à délibérer sur les questions suivantes figurant à l'ordre du jour :

- Réalisation de l'augmentation de capital en numéraire décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 18 décembre 2003.

.../...

DM

REALISATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Le Président rappelle au Conseil que :

- par décision en date du 18 décembre 2003, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé une augmentation de capital en numéraire de 212.745 euros, par émission de 5.455 actions nouvelles de 39 euros de nominal chacune avec une prime d'émission de 16 euros chacune,

- par la même décision, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires et de réserver la souscription des 5.455 actions nouvelles à :

1. **la SCI SCAM**, société civile immobilière au capital de 1.524,49 euros, immatriculée au RCS d'EVRY sous le n° D 422 913 152, dont le siège social est situé 4 rue des Carriers, ZAC du Centre Ville – Secteur du Moulin, 91350 GRIGNY, à concurrence de 2.545 actions.

2. **Madame Annie MAMANE**, demeurant Rue de l'Industrie, à CHEVRY COSSIGNY (77), à concurrence de 2.910 actions.

Total : 5.455 actions.

- les actions nouvelles pouvaient être souscrites en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société ;

Les actions nouvelles devaient être libérées en totalité lors de la souscription.

- l'assemblée générale a donné tous pouvoirs au Conseil pour procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital, recueillir les souscriptions et les versements, constater les libérations par compensation et prendre toutes mesures pour parvenir à la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

Puis le Président indique aux membres du Conseil que les 5.455 actions nouvelles composant l'augmentation de capital ont été intégralement souscrites et libérées des versements exigibles en conformité des conditions de l'émission.

Il précise que les souscriptions ont été libérées par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société à concurrence de la somme globale de 300.025 euros, décomposée comme suit :

- 212.745 euros au titre du prix nominal des 5.455 nouvelles actions souscrites par la SCI SCAM et Madame Annie MAMANE ;
- 87.280 euros au titre de la prime d'émission desdites actions souscrites.

Les libérations par compensation ont été constatées par un certificat délivré le 28 décembre 2003 par Madame Nicole COHEN, Commissaire aux comptes de la Société, au vu des arrêtés de comptes établi par le Conseil lors de sa réunion du 26 décembre 2003.

En conséquence, le Président propose au Conseil de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital et la modification corrélative des statuts.

Après en avoir délibéré, le Conseil adopte à l'unanimité les décisions suivantes :

- Le Conseil au vu des pièces et documents présentés, constate la réalisation définitive à la date du 02 janvier 2004 de l'augmentation de capital de 212.745 euros décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 18 décembre 2003.
- Le Conseil constate qu'à la date du 02 janvier 2004, la modification de l'article 8 des statuts relatif au capital social décidée par l'assemblée générale susvisée est devenue définitive. En conséquence, cet article est désormais rédigé comme suit :

« *ARTICLE 8 - Capital social*

Le capital social est fixé à la somme de 415.545 euros. Il est divisé en 10.655 actions de 39 euros chacune, de même catégorie. »

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à treize heures.

Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un autre administrateur.

Le Président
Madame Annie MAMANE

Un administrateur

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DES IMPOTS DE CORBEIL
Le 16/01/2004 Bordereau n°2004/25 Case n°4 Ext 96
Enregistrement : 230 €
Timbre : 36 €
Total liquidé : deux cent soixante-six euros
Montant reçu : deux cent soixante-six euros
L'Agent

Violette STEMPAK
Agent des impôts

ABCD INTERNATIONAL

Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 202.800 euros
Siège social : 4-6 rue des Carriers

ZAC du Centre Ville – Secteur du Moulin - 91350 GRIGNY

RCS EVRY B 391 778 883

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 18 DECEMBRE 2003

L'an deux mille trois, et le dix huit décembre, à onze heures, les actionnaires de la Société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social de la société situé 4-6, rue des Carriers – ZAC du Centre Ville – Secteur du Moulin à GRIGNY (91350), sur convocation du Conseil d'administration.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance, à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés.

Madame Annie MAMANE préside la séance en sa qualité de Présidente du Conseil d'administration.

Monsieur Gilles BELLAICHE et Monsieur Daniel MAMANE, les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Samuel MAMANE est choisi comme secrétaire.

Madame Nicole COHEN, Commissaire aux comptes régulièrement convoquée, est absente et excusée.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 5.200 actions, soit les 5.200 actions composant le capital social.

<u>En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.</u>

<u>Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires</u> :
- la feuille de présence à l'assemblée,
- les pouvoirs des actionnaires représentés,
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes,
- le rapport du Conseil d'administration,
- le rapport spécial du Commissaire aux comptes,
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée.

.../...

Puis le Président déclare que le rapport du Conseil d'administration, les textes des projets de résolutions proposées, le rapport du Commissaire aux comptes ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :
- Augmentation du capital social en numéraire.
- Suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées.
- Modification corrélative des statuts.
- Augmentation du capital social au profit des salariés.
- Pouvoirs en vue des formalités.

Un débat s'instaure entre les actionnaires.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil et du rapport spécial du Commissaire aux comptes décide, sous la condition de l'adoption de la deuxième résolution relative à la suppression du droit préférentiel de souscription, d'augmenter le capital social de 212.745 euros pour le porter de 202.800 euros à 415.545 euros par l'émission de 5.455 actions nouvelles de 39 euros de nominal chacune avec une prime d'émission de 16 euros chacune, à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Les actions nouvelles seront libérées en totalité lors de la souscription par compensation, à due concurrence, avec le montant d'une créance liquide et exigible détenue sur la société et qui s'élève à :

- QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE DEUX CENT CINQUANTE CINQ EUROS (99.255 euros) au titre de la créance détenue par la SCI SCAM ;

- CENT TREIZE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX EUROS (113.490 euros) au titre de la créance détenue par Madame Annie MAMANE.

La prime d'émission s'élèvera à la somme de QUATRE VINGT SEPT MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT EUROS (87.280 euros).

L'augmentation du capital sera réalisée à la date de l'établissement des certificats du Commissaire aux Comptes tenant lieu de certificats des dépositaires.

GB

Les actions nouvelles qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires et de réserver la souscription des actions nouvelles à :

1. **la SCI SCAM**, société civile immobilière au capital de 1.524,49 euros, immatriculée au RCS d'EVRY sous le n° D 422 913 152, dont le siège social est situé 4 rue des Carriers, ZAC du Centre Ville – Secteur du Moulin, 91350 GRIGNY, à concurrence de 2.545 actions.

2. **Madame Annie MAMANE**, demeurant Rue de l'Industrie, à CHEVRY COSSIGNY (77), à concurrence de 2.910 actions.

Total : 5.455 actions.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, étant précisé que les actionnaires bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription n'ont pas pris part au vote.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, et sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 8 des statuts :

« *ARTICLE 8 - Capital social*

Le capital social est fixé à la somme de 415.545 euros. Il est divisé en 10.655 actions de 39 euros chacune, de même catégorie. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil, décide en application des dispositions de l'article L. 225-129 du Code de commerce, de réserver aux salariés de la Société, une augmentation du capital social en numéraire aux conditions prévues à l'article L. 443-5 du Code du travail.

En cas d'adoption de la présente résolution, l'assemblée générale décide :

- que le Conseil disposera d'un délai maximum de vingt six mois pour mettre en place un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues à l'article L. 443-1 du Code du travail ;

- d'autoriser le Conseil, à procéder, dans un délai maximum de vingt six mois à compter de ce jour, à une augmentation de capital d'un montant maximum de 6.084 euros qui sera réservée aux salariés adhérant audit plan et réalisée conformément aux dispositions de l'article L. 443-5, al.3 du Code du travail ; en conséquence, cette autorisation entraîne la renonciation de plein droit des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée cinq voix contre deux voix.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour procéder, dans le délai fixé à la première résolution, à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital, recueillir les souscriptions et les versements, constater les libérations d'actions par compensation et prendre toutes mesures pour à la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président - Madame Annie MAMANE

Le secrétaire – Monsieur Samuel MAMANE

Les scrutateurs – Monsieur Gilles BELLAICHE et Monsieur Daniel MAMANE

ABCD INTERNATIONAL

Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 415.545 euros
Siège social : 4-6 rue des Carriers

ZAC du Centre Ville – Secteur du Moulin - 91350 GRIGNY

RCS EVRY B 391 778 883

CERTIFIÉ CONFORME A L'ORIGINAL

STATUTS MIS A JOUR SUITE A L'ASSEMBLEE EXTRAORDINAIRE DU 18 DECEMBRE 2003

TITRE I : FORME – OBJET- DENOMINATION- SIEGE- DUREE – EXERCICE

ARTICLE 1er : FORME

La société à responsabilité limitée ABCD PROFILS, constituée aux termes d'un acte sous seing privé, a été transformée en société anonyme par délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 3 juillet 1999.

La société continue d'exister sous cette forme entre les associés actuels et tous ceux qui pourraient le devenir par la suite.

Elle sera régie par la loi du 24 juillet 1966, par le décret du 23 mars 1967, par toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

Cette société est constituée sans appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 : OBJET

La société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'Etranger :

- la conception, l'étude et la mise au point de systèmes, en particulier pour l'agencement intérieur, tels les cloisons amovibles de bureaux et les séparations à portes coulissantes,

- les systèmes développés étant composés essentiellement d'une part de profils aluminium, acier PVC caoutchouc et d'autre part de divers types d'accessoires telles que les pièces en acier emboutis, des ressorts de clippages trempés-revenus, des pièces en matières plastiques injectées etc,

- La société fait réaliser les outillages spécifiques nécessaires ainsi que la production en série des composants à des sous traitants spécialisés dans les différents types de production,

- L'activité de bureau d'étude inclut la réalisation d'essais sur prototypes ainsi que la recherche et formation nécessaire à passation de tests officiels acoustiques, d'amovibilité et de sécurité incendie,

- Les produits ainsi créés sont présentés dans les différents supports documentaires, documentations techniques et commerciales, maquettes, présentoirs et tarifs de vente élaborés en collaboration avec le bureau d'études,

- l'approvisionnement, la fabrication, le conditionnement, le stockage, la commercialisation, la pose généralement sous-traitée et la distribution des composants ci-dessus désignés ainsi que de tous autres produits négoce tels que les plafonds suspendus, laine minérale, etc.

- Enfin, et plus généralement, la société peut accomplir toutes opérations de quelque nature et importance qu'elles soient juridiques, économiques et financière, civiles et commerciales se rattachant à l'objet sus indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

ARTICLE 3 : DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est :
SOCIETE « ABCD INTERNATIONAL »

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « société anonyme » ou les initiales « SA », et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé à GRIGNY (91350), 4-6 rue des Carriers, ZAC du Centre Ville – secteur du Moulin. Il pourra être transféré en tout endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la société est fixée à 50 années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus par les présents statuts.

ARTICLE 6 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

TITRE II: CAPITAL SOCIAL- ACTIONS

ARTICLE 7 : APPORTS

Lors de la constitution, il a été procédé à des apports en numéraires.

- Monsieur Daniel SARFATI a apporté à la société une somme en numéraire de CENT CINQUANTE MILLE (150.000) FRANCS,

- Monsieur Gilles BELLAICHE a apporté à la Société une somme en numéraire de CINQUANTE MILLE (50.000) FRANCS.

Soit la somme totale de DEUX CENT MILLE (200.000) FRANCS.

Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 02 Octobre 1996, il a été apporté au capital de la société une somme de TROIS CENT MILLE (300.000) FRANCS par prélèvement sur les réserves.

Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 28 Septembre 2001, il a été apporté au capital une somme de HUIT CENT MILLE (800.000) FRANCS par prélèvement sur les réserves.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 415.545 euros. Il est divisé en 10.655 actions de 39 euros chacune, de même catégorie.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes les modalités prévues par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider une augmentation de capital.

En cas d'augmentation par émissions d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois, les Actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel, et l'Assemblée Générale Extraordinaire qui décide l'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux Actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Les augmentations du capital sont réalisées, nonobstant l'existence de « rompus », les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

ARTICLE 10 - PROPRIETE ET FORME DES ACTIONS

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Leur propriété résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires.

ARTICLE 11- CESSION OU TRANSMISSIONS D'ACTIONS

A/ Forme des cessions:

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un virement de compte à compte. Ce virement est effectué sur la production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou s'il y a lieu, de son mandataire, et le cas échéant, d'une acceptation de cet ordre signée par le cessionnaire. Le mouvement est mentionné sur le registre.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.
La transmission d'actions à titre gratuit ou à la suite d'un décès s'opère également par un virement de compte à compte, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

B/ <u>Cessions et Transmissions :</u>

*** Cessions ou transmissions entre Actionnaires, conjoint, ascendant et descendant :**

La cession ou transmission des actions s'effectue librement lorsqu'elle a lieu au profit soit d'Actionnaires, soit d'un ascendant, d'un descendant ou du conjoint du cédant ou de l'auteur de la transmission.

*** Cessions ou Transmissions à des tiers non Actionnaires, n'ayant pas la qualité de conjoint, ascendant ou descendant du cédant ou de l'auteur de la transmission :**

La cession ou transmission, à titre gratuit ou onéreux, des actions à des tiers non Actionnaires, autres que le conjoint, l'ascendant ou le descendant du cédant ou de l'auteur de la transmission, alors même que la cession aurait lieu par voie d'apport ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée, est soumise à l'agrément préalable du Conseil d'Administration.

A cet effet, la demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert, est notifiée par le cédant à la société.

Le Conseil d'Administration doit statuer dans les plus courts délais et au plus tard avant l'expiration du délai de trois mois à compter du jour de la réception de la notification, sur l'agrément du cessionnaire proposé.

Sa décision n'a pas à être motivée. Elle est immédiatement notifiée au cédant.

Si le Conseil d'Administration n'a pas fait connaître sa décision au cédant dans le délai de trois mois à compter du jour de la notification de la demande, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, le Conseil d'Administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir la totalité des actions, soit par un actionnaire ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital social, à moins que le cédant ne notifie à la société, dans les quinze jours de cette notification, le retrait de sa demande.

Cette acquisition, si elle est réalisée, a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois imparti ci-dessus, la totalité des actions n'a pas été rachetée, l'agrément est considéré comme donné.

Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.
En cas d'acquisition et en vue de régulariser le transfert au profit du ou des acquéreurs, le Conseil d'Administration invitera le cédant, huit jours à l'avance, à signer l'ordre de mouvement.

Passé ce délai, et si le cédant ne s'est pas présenté pour signer l'ordre de mouvement, le transfert sera régularisé d'office par déclaration du Conseil d'Administration, sans qu'il soit besoin du concours, ni de la signature du défaillant. Les actions ainsi transférées le sont avec tous droits y attachés au jour de la notification du refus d'agrément.

Notification du transfert sera faite au défaillant, dans la quinzaine de sa date, et il sera invité à se présenter personnellement ou par mandataire régulier au siège social, pour recevoir le prix du transfert.

Les notifications, significations et demandes prévues ci-dessus seront valablement faites, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée AR .

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession ou transmission à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux cessions de droit préférentiel de souscription ou de droit d'attribution en cas d'augmentation du capital social.

Elles seront applicables également en cas de nantissement des actions.

En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est libre ou est soumise à autorisation du Conseil, dans les conditions d'agrément prévues ci-dessus. Il en est de même en cas de cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion.

C/ <u>Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté :</u>

*** Transmission par décès :**

Les mutations d'actions au profit d'héritiers dans l'ordre légal ou du conjoint survivant d'un actionnaire décédé s'effectuent librement. Les autres ayants droit doivent, pour devenir Actionnaires, être agréés par le Conseil d'Administration dans les conditions prévues pour l'agrément d'un tiers étranger à la société.

*** Transmission par suite de liquidation de communauté :**

En cas de liquidation d'une communauté de biens ayant existé entre époux, par suite de divorce, séparation judiciaire de biens ou changement du régime matrimonial, l'attribution d'actions communes à l'époux ou ex-époux qui ne possédait pas la qualité d'actionnaire s'effectue librement.

ARTICLE 12 – INDIVISION – USUFRUIT- NUE PROPRIETE

1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un deux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2. Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

Le droit de votre est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

TITRE III

CONSEIL D'ADMINISTRATION – DIRECTION GENERALE

ARTICLE 13 - Conseil d'administration

1 - Sauf dérogations légales, la Société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

2 - En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale ordinaire. Toutefois, en cas de fusion, des nominations d'administrateurs peuvent être effectuées par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération.

3 - Chaque administrateur doit être, pendant toute la durée de ses fonctions, propriétaire d'au moins UNE action.

4 - La durée des fonctions des administrateurs est de Six années.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de

l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur intéressé.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

5 - Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de QUATRE VINGT DIX ans sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

6 - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale administrateur met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

7 - En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter l'effectif du Conseil. Ces nominations doivent intervenir obligatoirement dans les trois mois de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le Conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables.

Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonctions doivent convoquer immédiatement l'assemblée ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

8 - Les administrateurs personnes physiques ne peuvent exercer simultanément dans plus de cinq conseils d'administration ou de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

9 - Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

ARTICLE 14 - Organisation et direction du Conseil d'administration

1 - Le Conseil d'administration élit parmi ses membres personnes physiques un Président et détermine sa rémunération. Il fixe la durée des fonctions du Président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

2 - Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'administration s'il est âgé de plus de QUATRE VINGT ANS. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

3 - Le Président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

4 - En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil d'administration désigne le Président de la réunion.

5.- Le Conseil d'administration nomme un secrétaire qui peut être choisi, soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il est remplacé par simple décision du Conseil

ARTICLE 15 - Réunions et délibérations du Conseil

1 - Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du Conseil d'administration, peuvent, en indiquant précisément l'ordre du jour de la réunion, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Le Directeur Général, lorsqu'il n'exerce pas la présidence du Conseil d'administration, peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

2 - La réunion a lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins HUIT jours à l'avance par écrit. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

3 - Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

La voix du Président de séance est prépondérante.

4 - Il est tenu un registre de présence qui est émargé par les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'administration.

5 - Le règlement intérieur établi par le Conseil d'administration peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence conformes à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions suivantes :

– nomination, rémunération, révocation du Président, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués,
– arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

Le registre de présence aux séances du Conseil doit mentionner, le cas échéant, la participation de ses membres par visioconférence.

6 - Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par le Président de séance et au moins un administrateur. En cas d'empêchement du Président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'administration sont valablement certifiées par le Président ou le Directeur Général ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 16 – Rémunération des membres du Conseil d'administration

L'Assemblée générale peut allouer aux Administrateurs en rémunération de leur activité, des jetons de présence dont le montant global annuel est fixé par l'Assemblée générale et demeure maintenu jusqu'à décision nouvelle de cette assemblée.

Le Conseil répartit cette rémunération entre ses membres de la façon qu'il juge convenable. Il peut être alloué par le Conseil des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des Administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations, portées aux charges d'exploitation, sont soumises à

l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire, dans les conditions de l'article 20, ci-après.

ARTICLE 17 - Pouvoirs du Conseil d'administration

1 - Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concèrnent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

2 - Le Conseil d'administration procède à tout moment aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la Direction générale tous les documents qu'il estime utiles.

3 - Le Conseil d'administration peut donner à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Le Conseil peut décider de la création de comités d'études chargés d'étudier les questions que le Conseil ou son Président lui soumet.

ARTICLE 18 - Direction générale

Modalités d'exercice

Conformément à l'article L. 225-51-1 du Code de commerce, la Direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et qui prend le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la Direction générale est effectué par le Conseil d'administration. La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la Direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Le choix du Conseil d'administration est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'administration est prise jusqu'à la prochaine assemblée générale extraordinaire.

A l'expiration de ce délai, le Conseil d'administration doit à nouveau délibérer sur les modalités d'exercice de la Direction générale.

Le changement de la modalité d'exercice de la Direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

Direction générale

En fonction de la modalité d'exercice retenue par le Conseil d'administration, le Président ou un Directeur Général assure sous sa responsabilité la Direction générale de la Société.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'administration qui fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de SOIXANTE DIX ans. Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge aura été atteinte, le Directeur Général est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à la désignation d'un nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. La révocation du

Directeur Général non président peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve

Directeurs généraux Délégués

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou une plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeurs Généraux Délégués.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués est fixé à CINQ.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux Directeurs Généraux Délégués et fixe leur rémunération.

A l'égard des tiers, le Directeur Général Délégué ou les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général.

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables, sur proposition du Directeur Général, à tout moment. La révocation des Directeurs Généraux Délégués peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans justes motifs.

ARTICLE 19- Conventions réglementées

1 - Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements auprès de tiers. Cette interdiction s'applique également aux représentants permanents des personnes morales administrateurs, au conjoint, ascendants et descendants des personnes ci-dessus visées ainsi qu'à toute personne interposée.

2 - Toute convention intervenant directement ou indirectement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués,. l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou s'il s'agit d'une Société actionnaire, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, membre du Conseil de surveillance ou de façon générale dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées dans les conditions de l'article L. 225-40 du Code de commerce.

3 - Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

Cependant ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président du Conseil d'administration aux membres du Conseil d'administration et aux Commissaires aux comptes au plus tard le jour du Conseil arrêtant les comptes de l'exercice écoulé.

TITRE IV

ARTICLE 20 - Assemblées générales : Convocations - Bureau - Procès-verbaux

1 - Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration ou à défaut, par le Commissaire aux comptes ou par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée, soit par un avis publié dans un journal d'annonces légales du département du siège social, soit par lettre simple adressée à chaque actionnaire, soit par télécommunication électronique.

Lorsque l'assemblée n'a pu valablement délibérer à défaut de réunir le quorum requis la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée.

2 - Les avis et lettres de convocation doivent mentionner l'ordre du jour arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Elle peut, toutefois, en toute circonstance révoquer un ou plusieurs administrateurs.

Un ou plusieurs actionnaires représentant la quote-part du capital prévue par la loi, peuvent, dans les conditions et délais légaux, requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

3 - Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance sur justification de l'inscription de ses actions dans les comptes de la Société cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

4 - En cas de vote par correspondance, seuls les formulaires de vote reçus par la Société trois jours avant la date de l'assemblée seront pris en compte.

Toutefois, les formulaires de vote électronique à distance peuvent être reçus plus tard, dans les conditions fixées par décret.

5 - Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par des moyens électroniques de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation de l'assemblée.

6 - Une feuille de présence contenant les indications prévues par la loi est établie lors de chaque assemblée.

7 - Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou par l'administrateur le plus ancien présent à l'assemblée. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires présents et acceptants qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les procès-verbaux de délibérations sont dressés et leurs copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 21 – Commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne, dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires dont les fonctions expirent à l'issue de l'Assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice. Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour la même durée par l'Assemblée Générale Ordinaire.

TITRE V

COMPTES ANNUELS –BENEFICES - RESERVES

ARTICLE 22 – Comptes annuels – Rapport de gestion

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse un inventaire et les comptes annuels conformément aux dispositions légales.

Le Conseil d'administration établit chaque année un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Les comptes annuels et le rapport de gestion sont communiqués aux Commissaires aux Comptes, et présentés à l'Assemblée Ordinaire annuelle dans les conditions légales.

ARTICLE 23 - AFFECTATION DU BENEFICE - RESERVES :

Sur les bénéfices de l'exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte.

- et toutes sommes à porter en réserve, en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable qui est à la disposition de l'Assemblée Générale pour être réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou reporté à nouveau.

L'Assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont effectués.

ARTICLE 24 - PAIEMENT DES DIVIDENDES ET ACOMPTES :

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par l'Assemblée générale ou, à défaut, par le Conseil d'Administration, dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

Le Conseil d'Administration peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice, mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes.

L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes mis en distribution, une option entre un paiement en numéraire et un paiement en actions.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits, conformément à la loi.

TITRE VI

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATION

ARTICLE 25 - DISSOLUTION :

- Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de statuer sur la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la perte a été constatée, de clôture réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social. La décision de l'Assemblée est, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

- Arrivée du terme statutaire :

Un an au moins avant la date d'expiration de la durée de la société, le Conseil d'administration convoque l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires, à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non. Faute par le Conseil d'avoir convoqué cette Assemblée, tout actionnaire, après mise en demeure demeurée infructueuse, peut demander au Président du tribunal de Commerce la désignation d'un mandataire de justice chargé de la convocation.

- Dissolution anticipée :

La dissolution anticipée peut, à tout moment, être prononcée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

ARTICLE 26 - Liquidation

1 - Sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, la liquidation amiable de la Société obéira aux règles ci-après, observation faite que les articles L. 237-14 à L. 237-20 du Code de commerce ne seront pas applicables.

2 - Les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire nomment aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs Liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions des administrateurs et, sauf décision contraire de l'assemblée, à celles des Commissaires aux comptes.

L'assemblée générale ordinaire peut toujours révoquer ou remplacer les Liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

Le mandat des Liquidateurs est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

3 - Les Liquidateurs ont, conjointement ou séparément, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la Société et d'éteindre son passif.

Le ou les Liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôt des fonds.

Les sommes revenant à des actionnaires ou à des créanciers et non réclamées par eux seront versées à la Caisse des Dépôts et Consignations dans l'année qui suivra la clôture de la liquidation.

Le ou les Liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la Société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

4 - Au cours de la liquidation, les assemblées générales sont réunies aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles L. 237-23

et suivants du Code de commerce.

Les assemblées générales sont valablement convoquées par un Liquidateur ou par des actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social.

Les assemblées sont présidées par l'un des Liquidateurs ou, en son absence, par l'actionnaire disposant du plus grand nombre de voix. Elles délibèrent aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution.

5 - En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation.

Si les Liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer, ou si elle refuse d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision du Tribunal de commerce, à la demande du Liquidateur ou de tout intéressé.

6 - Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la Société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion uniformément du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

7 - Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'actionnaire unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 27 – CONTESTATIONS –ELECTION DE DOMICILE

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les Actionnaires et la Société, soit entre les Actionnaires eux-mêmes, au sujet ou en raison des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

TITRE VII

NOMINATIONS DES PREMIERS ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES AUX COMPTES - ENGAGEMENTS - FORMALITES CONSTITUTIVES

ARTICLE 28 - NOMINATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS :

Sont désignés comme premiers Administrateurs, pour une durée de six années qui expirera lors de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2004 :

1°/ °/ Madame Annie SAAL, épouse MAMANE, née le 8 septembre 1949 à Tunis (Tunisie), de nationalité française, épouse commune en biens de Monsieur Raymond MAMANE, mariée le 12 octobre 1971 à Tel Aviv (Israël), demeurant 10 Villa de Lourcine à Paris (75014), titulaire de 5 actions

2°/ Monsieur Gilles BELLAICHE, né le 21 décembre 1954 à Tunis (Tunisie), de nationalité 146 rue de Lourmel à Paris 75015, marié le 23 février 1978 à Tunis sous le régime de la communauté de biens à Madame Patricia ZERBIB, titulaire de 475 actions

3°/ / Monsieur Daniel MAMANE, né le 16 mai 1974 à Jérusalem (Israël), Directeur Export, de nationalité française, Célibataire, demeurant 45 Bd Auguste Blanchi à Vitry Sur Seine (94400), titulaire de 5 actions

tous soussignés, qui déclarent, chacun en ce qui le concerne, accepter ce mandat et affirment qu'il n'existe aucune incapacité, incompatibilité ou interdiction susceptible de leur interdire d'exercer cette mission.

ARTICLE 29 - NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Sont désignés comme premiers Commissaires aux Comptes de la société, pour une durée de six exercices, qui expirera lors de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2004 :

- en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire : Madame Nicole COHEN, née le 1er juillet 1951 à Sfax (Tunisie) , demeurant à Marseille (13008) – 287 Rue Paradis ;
- en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant : née le 30 décembre 1962 à Casablanca (Maroc), demeurant à Marseille (13008), Résidence Périer Ier, 21 bld Gaston Crémieux.

Fait à Paris, le 5 juillet 1999

en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire à l'enregistrement et deux exemplaires au greffe du tribunal de commerce.